

Un regard sur le Congrès de Québec solidaire d'avril 2012

lundi 11 juin 2012, par [BONHOMME Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 30 avril 2012).

Sommaire

- [Jour 1 : Appuyer la lutte](#)
- [Jour 2 : contre la direction](#)
- [Jour 3 : la frilosité socioéco](#)
- [Conclusion : après le sabordag](#)

Jour 1 : Appuyer la lutte étudiante pour mieux la laisser tomber

Malgré un lyrique récital à trois voix à propos de la lutte étudiante, la seule perspective offerte par le député Solidaire était la représentation de la lutte étudiante dans les urnes lors de la prochaine élection. Le point majeur de la soirée, celui sur la conjoncture politique, était ouvert par un panel de quatre présentations, soit la Fédération des femmes du Québec (FFQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN), l'Association québécoise de la lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), la Société St-Jean-Baptiste (SSJB). Aucun représentant étudiant sous prétexte de ne pas offenser personne en privilégiant une fédération aux dépens des autres ! Alors pourquoi inviter le président de la CSN aux dépens de la Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec (FTQ) ? Pourquoi inviter une représentante de l'AQLPA aux dépens de Greenpeace ou d'Équiterre ? Réponse : Parce que la direction de Québec solidaire n'a pas voulu inviter un représentant étudiant pourtant nombreux parmi ses rangs même si la CLASSE, la fédération la plus représentative et combative des grévistes, en plus d'être la cible du gouvernement Libéral, aurait difficilement consenti à déléguer officiellement quelqu'un étant donné un fort courant libertaire anti-parti en son sein.

Cette représentante n'aurait sans doute pas été très chaude sur la récupération électoraliste, surtout quand on connaît le penchant anti-parti de la CLASSE. Il est à parier que cette représentante aurait avant tout fait état de la lutte, de son déroulement, de ses contradictions et surtout du besoin pressant de renforcer le rapport de forces. Comme on demandait aux panélistes leurs attentes face à Québec solidaire, on peut être à peu près certain que cette représentante aurait mentionné le besoin urgent de la grève sociale (« Vers une grève sociale », site web Bloquons la hausse [1]).

Lever le tabou sur ce point aurait été fort intéressant en présence du président de la CSN qui n'a rien foutu pour préparer cette grève depuis que le congrès de cette centrale en a voté le principe en 2010. Il n'y avait rien de plus insipide que la présentation du président de la CSN dont le point d'orgue était la lutte contre la corruption et l'importance de l'honnêteté pour un parti politique. Faut-il ajouter que le congrès aurait ainsi été interpellé pour inviter la CSN à appeler une grève sociale dans les plus brefs délais.

Il faut dire qu'au moment de la présentation, suite à un débat sur la pertinence de lever l'assemblée pour participer à la manifestation étudiante contre l'offre insultante des Libéraux à laquelle s'est

opposée la présidente-porte-parole du parti par égard aux invités, une « *délégation* » avait quitté le congrès pour s'y joindre. Les congressistes parmi les plus combatifs n'ont pas compris que le meilleur moyen de soutenir la lutte étudiante pour Québec solidaire en congrès c'est de faire voter une résolution d'urgence soulignant la pertinence de l'immédiateté de la grève sociale.

Au préalable, avait eu lieu un débat sur l'ordre du jour qui a écarté, suite à des interventions de membres de la direction, trois au quatre amendements permettant soit une plus grande participation de la base (ateliers), soit un encadrement plus serré de la plate-forme électorale directement par le congrès (cadre financier, priorités). Il semble bien que la majorité des congressistes voit le parti de la rue comme dissocié du parti des urnes tout en n'étant pas assez critique du point de vue de la direction. Il faut avouer que les quelques représentants des collectifs anticapitalistes n'ont en rien aidé les congressistes à y voir clair en se contentant de réchauffer leurs sièges. Tel est la conséquence de leur alliance avec la direction électoraliste du parti.

...suite demain

Marc Bonhomme, 27 avril 2012

Jour 2 : contre la direction, le congrès tire à gauche écologie et fiscalité

La veille, la direction du parti avait réussi à enterrer la question de la grève sociale sous les bons sentiments et les faux débats. On se sera finalement contenté d'un platonique appui à la grève étudiante à l'initiative d'une impuissante Intersyndicale qui n'a pas voulu confronter la direction sur le plancher du congrès. Heureusement, cette débandade n'annonçait pas la suite des choses malgré de formidables contraintes imposées au débat sur la plate-forme. Écologie, fiscalité et, au niveau des statuts, parité femme-homme s'en sortent renforcés.

Comme exercice de réchauffement, le congrès a soutenu la Commission des femmes qui, en amont du congrès, avait réussi à faire inscrire dans le projet de statuts une avancée sur la question de la parité. De un, celle-ci est définie comme « *au moins la moitié de femmes* » et non pas simplement la moitié. De deux, elle s'appliquera rigoureusement de bas en haut du parti y compris aux candidatures nonobstant les difficultés organisationnelles. Sur ce point, le *dynausaurisme* a été vaincu même si on sait bien qu'il réapparaîtra dans les détails. En ce moment, l'incapacité occasionnelle à remplir les postes femme est habituellement résolue en les laissant vides, ce qui invite à faire des efforts pour les combler. On peut parier que la prochaine étape sera de ne pas tolérer ce manque temporaire de parité au moins pour les délégations et pour les candidatures dans les circonscriptions *prenables*.

La deuxième avancée s'est fait sur la question de la fiscalité. Le congrès était très mécontent de la grande pauvreté des propositions fiscales tout comme de l'absence de cadre financier dont plusieurs craignent qu'il soit, comme lors des élections de 2008, un moyen de couper les ailes de la plate-forme. Cette crainte est d'autant plus à fleur de peau du fait de l'attachement morbide de la direction aux ridicules propositions fiscales de couragepolitique.org, lesquelles ne permettent à peu près aucune dépense nouvelle une fois le déficit comblé. Du mieux qu'il pouvait, le congrès a renforcé les propositions fiscales, premièrement en changeant les procédures pour pouvoir amender la partie sur la fiscalité, deuxièmement en adoptant deux des trois amendements du cahier de propositions mais, malheureusement, sans oser revenir aux propositions de la plate-forme de 2008,

ce que le troisième amendement rendait possible.

Finalement, le responsable du comité électoral s'est cru obligé de rassurer le congrès sur le cadre financier en affirmant qu'il prendra en compte non seulement les priorités, que la direction établira après le congrès, mais l'ensemble de la plate-forme. Ce qui signifie lâcher le ratatinement fiscal de couragepolitique.org. On verra. Il faut souligner le côté absurde d'une discussion sur la plate-forme alors que les affiches électorales sont déjà imprimées, échéance électorale oblige. La direction a choisi de faire passer les impératifs de la stratégie de la communication, et ses éternelles secrets sauf pour les initiés, avant ceux de la démocratie qui aurait commandé de révéler au congrès le contenu de ces affiches pour au moins en tenir compte dans le débat. Encore une fois, la dite stratégie de la communication aura servi à bafouer la démocratie après avoir servi à cacher le programme.

Last but not least, le congrès a démontré son attachement à une profonde réforme écologique malgré le recul de la mobilisation sur le sujet depuis l'échec de la conférence de Copenhague. Apeurée par la prescription programmatique de faire disparaître l'usage des énergies fossiles d'ici 2030, la direction l'avait fait disparaître de la plate-forme tout en retenant l'objectif d'une baisse de 40% des gaz à effet de serre d'ici 2020 par rapport à 1990. Le congrès, après avoir repoussé une tentative de renoncer à ce dernier objectif, a rétabli l'échéance de 2030. Non seulement ne s'est-il pas contenté de restituer l'intégralité du programme, mais il a produit une nouvelle avancée cruciale. La plate-forme réclame la gratuité du transport public pour tout le Québec sur une période de dix ans, ce qui veut dire que le cadre financier devra prévoir son financement à au moins 50%.

La gratuité du transport public, tout comme la gratuité scolaire pour l'éducation, est le fer de lance de la lutte contre les gaz à effet de serre. D'abord, parce que l'effort majeur du Québec doit venir de la disparition de l'automobile à propriété individuelle, sans oublier cependant celle aussi des flottes de camions-remorque à remplacer par des trains et des camions légers électrifiés. Ensuite, et surtout, parce la déplorable absence de mobilisation sur la question du transport public ne pourra venir que d'un engouement pour la gratuité, tout comme c'est le cas pour l'éducation.

Marc Bonhomme, 29 avril 2012

Jour 3 : la frilosité socioéconomique menace la radicalité écologique

Le congrès très studieux a continué sur sa lancée de la veille se libérant du mieux qu'il pouvait du carcan procédurier qui lui était imposé. Si la participation des instances locales et régionales à la préparation du Cahier synthèse avait été déficiente, se restreignant surtout aux centres-villes blancs et francophones, ce qui avait dangereusement marginalisé des thématiques cruciales (agriculture, autochtone, altermondialisme, minorités visibles, travail), le congrès très représentatif et très participatif a renversé la situation sauf, partiellement, sur la question syndicat/travail. Les questions démocratiques, au sens large, ont été prises en compte parfois radicalement comme, par exemple, le « *consentement préalable libre et éclairé* », selon les termes de la la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUPA), applicable au Plan Nord qui concerne 70% de la surface du Québec, soit deux fois la surface de la France.

La radicalité écologique, qui est allé non seulement jusqu'à réclamer la gratuité des transports publics sur dix ans mais aussi à voter l'abolition du Plan Nord même dit « *solidaire* » proposée par la

direction, mais non pas le développement écologique du Nord tout comme du Sud, n'a pas atteint la question syndical/travail. Tout en réaffirmant le principe programmatique de la diminution du temps de travail, le congrès a refusé de l'inclure dans la plate-forme et se faisant, à cause de la rigidité procédurière qu'il n'a pas voulu remettre en question sur ce point, a rejeté par la même vote négatif toute la question de la révision des normes de travail (vacances et congés). On a senti la faiblesse de la présence syndicale et, au sein de celle-ci, la disproportion de la gens enseignante pour qui la question du temps de travail et des congés et vacances se vit autrement. Même la résolution sur le salaire minimum a été adoptée de justesse, dans son principe même. Idem pour la résolution contre la discrimination en emploi, qui concernait spécialement les femmes, pour ce qui est de son inclusion dans la plate-forme. Et on passe sous silence l'absence complète de la question du contrôle, pour ne pas dire l'expropriation, de la finance privée, largement dominante par rapport à la Caisse de dépôt et de placement même démocratisée, lequel sujet n'était même pas mis au jeu.

Comment expliquer cette contradiction entre radicalité écologique et modérantisme socio-économique, sauf sur la question de la lutte à la pauvreté (et en général la redistribution du revenu) ? L'état du mouvement syndical réellement existant y est pour beaucoup : profond replis corporatiste suite à des reculs depuis une génération, lourd appareil — grâce aux cotisations obligatoires dans le cadre de l'atelier fermé — favorable au bureaucratisme, capitulation sans combat du secteur public. L'éclatement de la condition ouvrière entre les supposés *nantis* souvent syndiqués, associés à la petite bourgeoisie dans le cadre de la classe moyenne, et les *pauvres* ou *exclus*, largement non syndiqués, en rajoute. L'origine altermondialiste/groupes populaires, malmenés ou oubliés par l'appareil syndical, de la majorité des militantes de Québec solidaire contribue à la méfiance. *Last but not least*, le prégnant préjugé favorable à la PME, souvent amalgamée avec l'économie sociale, et aux coopératives, dont les antisyndicales Desjardins et la Fédérée, fait le reste.

Cette contradiction, à terme, ne peut que compromettre la radicalité écologique. S'imagine-t-on aboutir à une révolution des systèmes d'énergie et de transport, à l'agriculture biologique et à un nouvel urbanisme sans une mobilisation du prolétariat organisé dans cette direction ? Ne réalise-t-on pas que les changements profonds de la macro-société ne sont compatibles et crédibles que par ceux de la micro-société du lieu de travail d'où origine la production de la richesse et par le fait même, dans une société capitaliste, du profit ? Non seulement n'obtiendrons-nous pas les premiers sur le dos des seconds mais on aura la macro-société compatible avec les rapports sociaux de sa cellule de base, l'unité de travail dont l'unité d'habitation et l'unité scolaire ne sont que des compléments. Certes, c'est le noyau dur à pénétrer, particulièrement son cœur générateur direct de plus-value, les unités agricoles, minières, manufacturières malgré leur éclatement en grappes, et de transport mais rien de décisif ne sera accompli sans ce prolétariat qui se salie les mains tout en se servant de sa tête. Il ne faut pas se laisser duper par la société virtuelle et ses superficiels réseaux sociaux malgré leur utilité instrumentale.

Conclusion : après le sabordage de la grève sociale, l'escamotage des priorités en faveur d'un programme bis

Durant tout le congrès, particulièrement durant la troisième journée, un débat lancinant refaisait régulièrement surface dans un continuel va-et-vient d'un extrême à l'autre. Une plate-forme, c'est long ou c'est court ? Plus profondément, une plate-forme, c'est quoi ?

Le congrès devait appliquer la définition adoptée au congrès de mars 2011 qui affirme que « [s]a période d'application couvre la durée d'un mandat de gouvernement... » ce qui revient à lui donner une référence de continuité institutionnelle et non pas de rupture systémique « printemps érable » propre à guider et à faire aboutir politiquement un soulèvement populaire à la mode tunisienne ou égyptienne ou même à la Wisconsin... ou d'une grève sociale dans le cadre d'un soulèvement étudiant. Pourtant un programme d'un parti de la rue devrait être compris comme un ensemble de propositions politiques et stratégiques suscitant une unitaire mobilisation populaire en vue d'un renversement du capitalisme et de guider les premiers pas d'une société ayant ainsi effectué un « dépassement du capitalisme », comme le dit le manifeste du premier mai de Québec solidaire,... à moins de penser que les capitalistes se laisseront graduellement dépouiller sans réagir violemment... ce que ne suggère pas la répression policière contre les grévistes étudiants.

La *plate-forme électorale* n'a pas à avoir de but différent sauf à être une spécification du programme dans une conjoncture électorale donnée enrichie des apports de la lutte sociale du moment. On peut, astucieusement, subvertir le cadre court terme de la plate-forme. Les partis bourgeois ont comme règle de conduite d'appliquer autant que possible dans les 100 premiers jours de leur mandat les mesures impopulaires exigées par la finance et le patronat pour espérer se faire réélire. Un gouvernement de gauche, pour empêcher les forces bourgeoises de se réorganiser et de contre-attaquer et pour profiter de l'enthousiasme suivant la prise du pouvoir, a intérêt à appliquer dans les plus brefs délais les mesures les plus structurantes... et impopulaires pour la finance et le patronat.

Reste le problème de la longueur lequel, dans le cas de Québec solidaire, cache la tension entre la direction modérée du parti et la base plus antilibérale. Au début du processus de construction de la plate-forme, la direction nationale a tenté d'imposer très verticalement une plate-forme très courte à son image. Au point de départ, la Commission politique s'est rebiffée pour plutôt avancer une proposition longue à soumettre au débat dans les instances locales et régionales. Malheureusement, sa construction en blocs, séquencés pour la plupart en nombreux sous-blocs, permettait difficilement un choix de dix priorités sans laisser tomber plusieurs thèmes par ailleurs incontournables. Par contre, briser les blocs créait un capharnaüm où une chatte risquait d'y perdre ses petits.

Le congrès a, un moment donné, bien compris ce piège en proposant une plénière sur les priorités pour immédiatement reculer. Non pas par manque de courage mais en réalisant l'impossibilité de relever ce défi. Car le choix de priorités suppose un débat préalable sur l'orientation du parti et sa stratégie y compris sa politique d'alliances. Or le dernier congrès, sous la houlette de la direction, a refusé ce difficile débat. Une élection dès le début mai n'en donnerait pas le temps. Mais un report à l'automne permettrait un débat à la base sur les priorités et un Conseil national spécial sur le sujet à la fin août ou au début septembre.

Le congrès a dû se résigner à une très longue plate-forme qui devenait de facto un mini programme dans lequel la direction nationale, à sa plus grande joie, ira à la pêche en choisissant elle-même ses priorités. Ainsi, obtient-elle par la longueur ce qu'elle voulait obtenir, au départ, par la brièveté. Le résultat ne se fit pas attendre, telle que révélé dans *Le Devoir* du lendemain :

« Dans le contexte de la crise étudiante, QS a mis l'accent sur sa proposition d'instaurer progressivement la "gratuité scolaire", [...] Il favoriserait aussi le développement "d'activités parascolaires et leur accès gratuit" au primaire et au secondaire. La proposition d'offrir aux élèves "un accès gratuit à des repas sains" a donné lieu samedi à un débat sur son financement. Les militants ont préféré "bonifier le programme de mesures alimentaires en milieux" défavorisés. De plus, QS développerait 40 000 nouvelles places en Centres de la petite enfance, 50 000 nouveaux logements sociaux et un régime de revenu minimum garanti. "Inconditionnel", versé aux 18 ans et plus, il serait fixé à 12 000 \$ par année au départ et serait "progressivement haussé par la suite". M^{me} David a soutenu que son parti s'est soucié de préciser les manières de financer ces mesures.

Une des sources de revenus pour l'État consisterait à "rééquilibrer la fiscalité" en instaurant un impôt "réellement progressif" par l'ajout de paliers d'imposition. Les entreprises devraient assumer "leur part de la charge budgétaire". Autre source de revenus, les ressources naturelles. Celles dites "stratégiques", dans le domaine de l'énergie, seraient nationalisées comme "certaines matières premières". Le gouvernement adopterait un système de redevances sur l'utilisation industrielle des ressources, "y compris l'eau". Quant à l'exploitation du pétrole, des gaz de schiste et des autres énergies fossiles, un gouvernement QS instaurerait "un moratoire immédiat" sur le territoire québécois. » (Antoine Robitaille, Des manifestations étudiantes somme toute "exemplaires", Le Devoir, 30/04/12 [2])

Voilà à peu d'items et de détails prêts, les priorités de la plate-forme. On y voit que la question des gaz à effet de serre et du transport public n'y figurent pas, pas plus qu'aucun point concernant la question du travail ni celle autochtone. Finalement un grand absent : l'assemblée constituante, la stratégie du parti pour l'indépendance. La résolution adoptée sur cette question pour la plate-forme mentionne bien un enclenchement du processus dès l'accès au pouvoir mais ne prévoit aucune échéance quant à la tenue du référendum final. Un amendement pour corriger cet « oubli » — « ...une ou des propositions qui seront soumises à la population par référendum "avant le terme d'un premier mandat" » — a été battue. Voilà que revient comme un spectre la hantise de la bonne gouvernance pour un mandat complet et davantage. Mieux vaut, sur cette question, le référendum d'initiative populaire du PQ lequel, au moins, donne l'initiative au peuple. On peut cependant douter de la sincérité péquiste.

Espérons que la présidente-porte-parole n'est pas tout dit ou que le journaliste ait oublié des éléments ou déformé ses propos. Autrement, congrès pas congrès, le résultat eut été le même à des peccadilles prêtes. Que restera-t-il finalement de ce congrès dit plate-forme ? Presque rien.

Marc Bonhomme, 30 avril 2012

P.-S.

* www.marcbonhomme.com ; bonmarc videotron.ca

Notes

[1] Disponible sur ESSF (article 25021), [Québec : Vers une grève sociale. La grève est étudiantes, la lutte est populaire !](#).

[2] <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/348826/des-manifestations-etudiantes-somme-toute-exemplaires>